

LE FFS RÉPOND À LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE :**En finir avec le «formalisme actuel»**

Le FFS n'émet aucun jugement sur Abdelwahab Derbal, choisi par le président de la République pour piloter la Haute Commission de surveillance des élections, estimant que c'est sur la démarche ayant présidé à la création de la structure que portent ses réserves.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Dans sa réponse, hier mercredi, à la présidence de la République qui l'avait sollicité au sujet de son intention de nommer Abdelwahab Derbal à la présidence de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, le doyen des partis de l'opposition estime que cette démarche participe au «formalisme actuel lequel vide l'exercice institutionnel de tout prolongement positif sur le terrain de la gouvernance au profit de forces, intervenant de manière formelle et informelle, et dont les agissements alimentent le mécontente-

ment social et paralysent tous les recours laissant le champ libre à la colère».

Un formalisme dont seule, ajoute le premier secrétaire national du parti, la «reconstruction d'un consensus national mettrait fin et sortirait le pays de la crise». Ce pourquoi, d'ailleurs, a tenu à rappeler Abdelmalek Bouchafa, le FFS «n'a cessé de faire des propositions de sortie de crise pacifique, organisée et contractuelle dans laquelle le dialogue et la concertation ne seraient pas de pure forme et ouvriraient la voix à la reconstruction du consensus national



Abdelmalek Bouchafa préconise un consensus national.

qui manque cruellement à notre pays».

Pour lui, «seul un changement en profondeur des conditions de l'exercice institutionnel et politique peut créer les conditions d'une saine représentation sociale et politique du peuple algérien», qui passe par «une mobilisation, de l'ensemble des compétences

et énergies nationales dans un cadre institutionnel démocratique enfin capable de mettre les ressources matérielles et immatérielles de l'Algérie au service des Algériens». Et d'avertir «qu'en l'absence d'un tel changement et d'une telle mobilisation, la crise nationale ne peut que s'accroître».

Considérant que la «dépolitisation de la

société, que certains encouragent dans le but de se dégager de tout contrôle et de toute reddition de comptes, constitue une menace extrêmement grave sur la cohésion sociale, la paix civile, la foi dans le rôle de l'Etat et le devenir national», le premier secrétaire national du FFS estime que «le contexte international, dont le pouvoir n'est pas sans ignorer les bouleversements en cours, ne peut servir de simple alibi pour anesthésier la critique et couvrir les graves dérives de la gouvernance». Et de lâcher la sentence que «l'on ne peut répondre au changement effectif du monde par un changement de pure forme dans l'exercice du pouvoir».

M. K.

ILS SE RÉUNIRONT SAMEDI**Les syndicats autonomes déterminés à hausser le ton**

Les treize syndicats autonomes, regroupés dans une intersyndicale, menacent de hausser le ton. L'Intersyndicale se réunira, samedi prochain, à Alger, pour déterminer les prochaines actions de protestation. L'option d'aller vers une grève illimitée n'est pas écartée.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les déclarations du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale écartant vraisemblablement toute possibilité de répondre à la revendication des syndicats autonomes concernant le maintien de la retraite anticipée ou de les associer à l'enrichissement du nouveau projet de loi n'ont pas entamé la détermination de l'Intersyndicale.

Cette dernière est décidée à aller au bout de ses revendications. Les treize syndicats autonomes réunis au sein d'une intersyndicale se réuniront samedi pour décider de leur prochaine feuille de route de protestation. Ces derniers sont même déterminés à hausser le ton après des mouvements de grève cyclique qui ont paralysé certains secteurs comme l'éducation et la santé à hauteur de 75%, selon les chiffres des syndicats, contredits par les pouvoirs publics qui minimisent l'impact de la grève des 17, 18, 24 et 25 octobre derniers.

«Vu que les pouvoirs publics font la sourde oreille et affichent du mépris à notre égard, nous sommes contraints d'aller vers d'autres formes de protestation plus radicales», a déclaré Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest. Ce dernier n'exclut pas le recours à la grève illimitée accompagnée par des rassemblements ou des marches sur tout le territoire national. Rien n'est encore décidé pour le moment.

Les syndicats devront voter sur place ce samedi pour la prochaine forme de protestation. «La fuite en avant des pouvoirs publics ne va rien régler, nous demandons un débat large pour enrichir l'avant-projet de loi sur la retraite car il y a des mécanismes à mettre en place au lieu de la supprimer», estime Meziane Meriane. Les syndicats autonomes se félicitent de la mobilisation des travailleurs autour de leur mouvement appelé «le mouvement de la dignité» et ce, malgré «les provocations du ministre du Travail qui accuse les syndicats autonomes de vouloir politiser ce dossier», ont-ils souligné dans un communiqué.

L'Intersyndicale affirme son maintien à sa plateforme de revendications qui tourne autour du maintien de la retraite anticipée, de sa participation à l'élaboration du code du travail et la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs.

S. A.

UGTA**Sidi Saïd réunit son état-major à Oran**

L'UGTA «délocalise» ses réunions. Cette fois-ci, elle a choisi la capitale de l'ouest du pays pour réunir durant deux jours son état-major.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mieux, la réunion des membres de la commission exécutive nationale (CEN) sera élargie aux secrétaires généraux des Fédérations et des Unions de wilayas, dont la réunion se tiendra à l'hôtel Le Méridien d'Oran.

Selon des sources syndicales, la réunion de l'état-major de l'UGTA traitera de plusieurs points relatifs au monde du travail.

Les questions à l'ordre du jour d'un large débat au sein de la société occuperont l'essentiel des débats de la Direction nationale de l'UGTA.

La montée au créneau des syndicats autonomes et la colère de sa base syndicale sur des questions qui occupent depuis quelques temps les devants de la scène nationale n'ont pas laissé indifférente la Direction nationale de l'UGTA. Cette dernière se voit plus que jamais interpel-



Sidi Saïd, SG de l'UGTA.

lée par les questions d'actualités, notamment la problématique de la révision du système de retraite ou encore le nouveau code du travail. Ce dernier, de l'avis de tous les spécialistes de la question sociale, aura des conséquences «négatives» sur le monde du travail, «s'il venait à être validé dans sa mouture initiale».

La réunion de la direction de la Centrale syndicale

intervient également dans un contexte particulier où des voix se sont élevées pour dire que l'UGTA est sur le point de «perdre le terrain de la contestation sociale». A ce sujet, il est important de noter que l'Intersyndicale qui vient de sortir d'une démonstration de force de deux jours dans le secteur de la Fonction publique a appelé à l'organisation d'une manifestation la veille

de la célébration de l'anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération.

Il est à noter que cette réunion organique de l'UGTA est intervenue après l'autre montée au créneau des syndicalistes de la zone industrielle de Rouiba, qui ont demandé à leurs représentants syndicaux de la centrale de se positionner sur les questions de l'heure.

A. B.